01

TEPSIS PAPERS
Octobre 2013

Laura Ruiz de Elvira

LA SOCIÉTÉ CIVILE SYRIENNE À L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLTE

Depuis mars 2011 la Syrie est en proie à un conflit interne qui suscite l'intérêt de tous. Alors que la plupart des médias focalisent leur attention sur les composantes armée et djihadiste de la révolte, peu de travaux ont pour objet l'étude de sa dimension civile, pourtant à l'origine du processus révolutionnaire. Cherchant à combler ce vide, l'objectif du présent *working paper* est double : d'une part montrer qu'une société civile, fragile mais réelle, s'était développée dans la Syrie des années 2000, après plusieurs décennies de léthargie ; d'autre part mettre en évidence que cette société civile existe encore aujourd'hui, bien que transformée par l'évolution du conflit. Notre réflexion – qui cherchera à mettre en évidence les éléments de continuité et de rupture, en soulignant au passage les dynamiques à l'œuvre dans chacune de ces deux périodes – s'appuie sur un travail de terrain réalisé entre 2007 et 2010 ainsi que sur une quinzaine d'entretiens avec des activistes syriens effectuée en janvier 2013.

Laura Ruiz de Elvira
Chercheur postdoctoral à la Philipps-Universität Marburg

Mots clés Syrie Société civile Révolte Réseaux Activisme

Référence électronique http://hal.archives-ouvertes.fr/TEPSIS-PAPERS

Laboratoire d'Excellence
tepsis
Transformation de l'Etat
politisation des sociétés
institution du social

LA SOCIÉTÉ CIVILE SYRIENNE DES ANNÉES 2000 : UN FLEURISSEMENT SOUS CONTRÔLE

Depuis 1963, date de la prise du pouvoir par le parti Ba'th, la société civile syrienne s'était caractérisée par une forte inertie du fait de l'expansion de l'appareil étatique et d'un encadrement strict par les autorités. En dehors des organisations contrôlées par le Ba'th, l'activité dans ce domaine était essentiellement confinée à quelques associations caritatives créées pour la plupart dans les années 1950. Ainsi, lorsque Bachar al-Assad prend le pouvoir en juin 2000 le tissu associatif légalisé se compose d'à peine 550 associations. Ce tissu cache toutefois l'existence d'une autre société civile constituée de réseaux souterrains fournissant à la population des services sociaux et d'organisations d'activistes cherchant à favoriser une transition démocratique.

Lors de son accession au pouvoir, le jeune al-Assad place rapidement sur son agenda la question de la société civile et de la réforme de la loi relative aux associations, datant de 1958. Suivant les pas de Suzanne Moubarak, la Première dame s'engage aussi dans plusieurs projets. Débute alors une nouvelle période d'espoir que l'on va appeler le « printemps de Damas ». Les promesses d'ouverture, de lutte contre la corruption et de réformes économiques suscitent en effet une vague d'activisme structuré autour de forums de discussion. Cependant, effrayé par l'ampleur que prend l'événement, le régime ferme un par un les forums créés seulement quelques mois auparavant et emprisonne leurs leaders.

Ce rétrécissement de l'espace public n'entraîne pas, pour autant, un retour au *statu quo* de l'époque précédente. Trois ans plus tard, soit en 2004, une nouvelle étape d'euphorie se dessine à l'horizon : le mouvement dissident renaît entre 2003 et 2007 et la transformation du domaine associatif devient tangible dans la deuxième moitié de la décennie. Beaucoup de syriens évoquent alors l'ouverture de « la porte pour la création de nouvelles associations », une expression qui renvoie à l'ensemble de pratiques qui seront mises en œuvre par le gouvernement à partir de cette date et qui traduisent une redéfinition des politiques de l'Etat à l'égard de la société civile. Le ton des dirigeants change et la *mujtama' ahlī*, que nous traduisons dans le contexte syrien par « société civile », est présentée comme un « partenaire incontournable » du pouvoir et un « troisième pilier » de la société. De même, un processus de normalisation ayant pour but d'enregistrer les associations travaillant jusque-là sans autorisation voit le jour. A partir de 2005, le nombre d'associations nouvellement enregistrées explose. Enfin, on remarque une transformation qualitative du ce secteur sur plusieurs plans : le discours ténu par les responsables associatifs est renouvelé, le type d'organisations fondées est diversifié et le domaine caritatif, qui représente plus de la moitié du paysage associatif syrien des années 2000, se métamorphose partiellement.

Ce deuxième « desserrement » doit être compris comme le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs, dont deux sont essentiels. D'un côté, l'épuisement des ressources financières de l'Etat aurait poussé les gouvernants à appliquer une politique de « décharge ». Dans ce cadre, l'adoption de l' « économie sociale de marché » en 2005 aurait favorisé une plus forte participation des acteurs non-étatiques aux activités économiques et à l'apport de services à la population. D'un autre côté, la conjoncture régionale et internationale de l'époque, marquée par un affaiblissement de la position de la Syrie sur la scène régionale, aurait favorisé un assouplissement du régime vis-à-vis de ses propres citoyens, auprès desquels il aurait cherché le soutien perdu à l'étranger. Nous constatons, donc, un traitement « par le haut » de la question de la société civile qui, au demeurant, permet à Bachar al-Assad de porter une double casquette : celle de chef de l'exécutif et de l'appareil sécuritaire et celle de chef et père de « famille ». Mais il faut garder à l'esprit que cette « ouverture » correspond en réalité à une stratégie de survie du régime qui, de plus, est accompagnée de nouveaux dispositifs de disciplinarisation, de contrôle et de répression.

Les effets de cette nouvelle ingénierie politique sont multiples, incontrôlables et contradictoires car si elle permet au régime d'assurer sa durabilité durant une décennie, elle produit aussi une croissance économique a deux vitesses, met en évidence l'échec des politiques développementalistes ba'thistes et consolide le capital social d'acteurs qui ne sont pas toujours fidèles aux Assad. En outre, à partir de l'année 2008 les pratiques mentionnées sont remises en cause : le nombre de nouvelles associations autorisées se stabilise et une nouvelle phase de répression commence.

QUELLE SOCIÉTÉ CIVILE EN SYRIE DEPUIS 2011 ?

Une fois ce tableau dressé, on peut se demander ce que cette société civile est devenue depuis 2011. Sans surprise, sa transformation et son développement sont significatifs. En effet, très vite, des centaines de réseaux et de structures plus au moins formelles apparaissent tous azimuts afin de coordonner les activités du mouvement contestataire et de montrer au monde ce qui se passe à l'intérieur du pays.

Ces groupes sont parfois lancés par des anciens activistes (à l'instar des avocats Mazen Darwish et Razan Zeitune) qui possèdent déjà une expérience sur le terrain, ont des vastes réseaux de connaissances et bénéficient de soutiens à l'étranger.

Cependant, la plupart de ces initiatives sont entreprises par des jeunes qui n'ont aucune expérience associative ou militante préalable et qui, à différence de leurs parents, n'ont pas connu les années sombres post-Hama (1). Une bonne partie de ces nouveaux réseaux se tissent autour de sociabilités nées lors des premières manifestations organisées en février 2011 devant les ambassades égyptienne et libyenne à Damas, ou bien lors de courts passages en prison ou encore par le biais des réseaux sociaux.

Parmi ces structures, les *tansiqiyyat* (coordinations locales) sont particulièrement intéressantes. Constituées généralement de 10 à 20 personnes, elles surgissent par dizaines dès les premiers mois de la contestation. Leur activité tourne essentiellement autour de deux axes : l'organisation de manifestations pacifiques et la collecte et la diffusion d'information. Leur rayon d'action se circonscrit à un village ou à une petite ville, ou bien à un quartier lorsqu'il s'agit de grosses agglomérations. La plupart d'entre elles se sont regroupées autour de deux grandes structures : la Commission Générale de la Révolution Syrienne (août 2011) et les Comités Locaux de Coordination (avril 2011), mais l'intensité des liens entre la direction de ces deux unions et le niveau micro-local sont variables.

Aussi, dès très tôt, des groupes citoyens militant pour une revolution non-violente et prônant la désobéissance civile vont se constituer. *Ayyam al-Hourriyya* (*Freedom Days* en anglais), qui compte près de 400 membres, et le *Hirak al-Silmi al-Suri* (nommé aussi *Syrian Non-violence Movement*), constitué d'une centaine de Syriens, font parti de ces réseaux. Leurs activistes se trouvent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays et mènent des activités dans plusieurs provinces. A titre d'exemple, ils baptisent les rues avec les noms des martyrs et versent de la peinture rouge dans les fontaines publiques. Une version différente et plus récente de ce mouvement de la non-violence est celle des groupes promouvant une « troisième voie », dont l'organisation *Mussalaha* (littéralement « réconciliation ») est un exemple. Tentant de ne pas prendre partie ni pour ni contre le régime, elle propose une « réconciliation par le bas » et organise des rencontres avec des activistes et des leaders religieux et tribaux.

Dans ce contexte révolutionnaire où le contact physique entre militants est dangereux, *Facebook* et *Skype* deviennent deux espaces virtuels cruciaux pour discuter des projets futurs. La *tansiqiyya* du quartier de Berze, par exemple, est composée d'environ 25 jeunes qui ne se connaissent pas entre eux et emploient des pseudonymes dans leurs communications.

(1) Nous nous référons ici aux années qui ont suivi le massacre de Hama (février 1982), où près de 20.000 personnes furent tuées par les troupes dirigées par Rifa'at al-Assad, frère de Hafez al-Assad. Le massacre de Hama mit fin à l'insurrection commandée par les Frères Musulmans en Syrie, désormais condamnés à l'exil.

Toutefois, au fur et à mesure que la révolte se militarise, que le nombre de victimes et de déplacés s'accroît, et que les activistes de la première heure sont soit assassinés, soit emprisonnés, soit contraints de quitter le pays, les structures humanitaires prennent le dessus sur les initiatives précédentes.

Najda Now (littéralement « assistance maintenant ») est l'une de ces associations d'*igatha* (assistance) qui ont été créées à Damas après 2011. Grâce à la réception de fonds importants – en provenance de la Syrie mais aussi, en grande mesure, de l'étranger – cette association enregistrée en Allemagne distribue régulièrement de la nourriture, des vêtements et des médicaments, procure des soins aux personnes blessées et propose un soutien phycologique aux enfants traumatisés. D'autres structures, comme la *Jam'iyya Ghiras al-Nahda* (Association des Plants de la Renaissance) sont moins visibles et utilisent une rhétorique chargée de références islamiques. Si l'on en croit les déclarations de l'un de ses responsables, cette association créée en janvier 2012 toucherait par mois près de 180.000 personnes dans les provinces de Damas et de Damas-campagne, grâce à des financements qui circuleraient via le Qatar. Ses activités sont particulièrement variées car non seulement elle fournit des aides matérielles, médicales et financières mais est aussi engagée dans de projets développementaux comme la construction de fours à pain. Enfin, les organisations humanitaires apparues en lien avec la diaspora syrienne sont également nombreuses, notamment dans le nord du pays.

En même temps les « zones libérées », où l'Etat est désormais absent, se sont peu à peu dotées des *majalis mahalliyya* (conseils d'administration locaux). Selon Ahmad, un activiste résidant aujourd'hui en France, leur essor à partir de 2012 est lié à la volonté des organismes internationaux de favoriser les structures civiles face aux groupes armés. Dans une logique de décentralisation conditionnée par le contexte de guerre, ces conseils visent clairement à remplacer l'Etat. Bien qu'ils manquent de moyens, ils gèrent certains services publics comme le ramassage d'ordures et les écoles. Leur hiérarchie varie d'une ville à l'autre et se compose soit exclusivement de civils soit de civils et de militaires.

On constate, donc, que la révolte syrienne a donné lieu à une multitude d'initiatives civiles. Mais, qu'en est-t-il des structures préexistantes à mars 2011 ? D'aucunes, comme la *Jam'iyyat al-Bustan al-Khayriyya*, se sont rangées du côté du régime. Fondée en 1999 à Lattaquié par Rami Makhlouf, richissime cousin de Bachar al-Assad, cette association financerait les actions des *chabbiha* (2) et fournirait de l'aide à leurs familles. D'autres, dont nous omettrons le nom, seraient en train d'apporter secrètement des aides aux populations déplacées et aux membres de l'Armée Syrienne Libre.

(2) Groupes mafieux armés par les autorités et utilisés en tant que forces de répression supplétives.

Cette divergence quant à leur positionnement s'explique par leurs sensibilités politiques car si certaines d'entre elles étaient dirigées par des personnes proches ou favorables au régime, d'autres étaient constituées de Syriens qui lui étaient plutôt hostiles. Enfin, une bonne partie de ces structures ont du cesser leurs activités, soit par manque de financements, soit parce que leurs membres ont fuit le pays, soit parce que leurs bénéficiaires ne peuvent plus se déplacer jusqu'aux locaux.

POUR CONCLURE

Les éléments présentés ici permettent d'avoir une vision d'ensemble et de dégager trois points fondamentaux, à savoir la transformation constante des entités qui composent la société civile révolutionnaire syrienne, sa forte fragmentation malgré les initiatives incessantes de fédération et de coordination et, enfin, la forte prégnance du local.

Quant aux protagonistes de cette société civile, il faut signaler l'épuisement et le découragement qui ont gagné peu à peu les rangs des activistes de la première heure. Face à la militarisation de la révolte et à la dégradation des conditions de vie, ils reconnaissent que leur action a perdu une partie de son sens initial. Cependant ces activistes, désormais en grande partie à l'étranger, ont été remplacés par une nouvelle génération qu'on connaît encore mal mais qui se caractérise par son inventivité et ses prises de risques au quotidien.

L'ensemble de ces initiatives, qui peut sembler insignifiant à présent, permet malgré tout de souder les Syriens et contribue à semer les bases de la Syrie de demain.